



Lettre ouverte au Directeur Général des Finances Publiques

Monsieur le Directeur Général,

Comme à l'accoutumée, la fin d'année est propice à l'annonce de suppressions d'emplois dans l'Administration des Finances Publiques.

Le volet emplois du projet de Loi de Finances 2021 prévoit ainsi qu'au niveau national, pas moins de 1 800 postes seront supprimés après 1 500 l'année dernière : soit une augmentation de 20 % !

Dans l'Aude, 9 emplois de plus disparaîtront en 2021 : depuis la création en 2009 de la Direction Générale des Finances Publiques, 131 postes ont été supprimés dans ce département !

Le service public de proximité, assurant des missions essentielles au profit de nos concitoyennes et concitoyens, notamment les plus défavorisé(e)s, se voit donc sacrifié dans l'Aude comme partout ailleurs.

Pourtant, notre département est celui le plus pauvre de France métropolitaine après la Seine-Saint-Denis en ce qui concerne la richesse fiscale par habitant.

Comment justifier dès lors cet abandon de ce territoire par l'Administration des Finances Publiques ?

À la suite du déni de démocratie qui consiste à imposer de force le « Nouveau Réseau de Proximité » à la population, des élu(e)s locaux du département de l'Aude, sénatrice, sénateur, Présidente du Conseil Départemental, Président de l'Association des Maires de l'Aude, et cetera... ont dû écrire au Premier Ministre pour réclamer le maintien et le renforcement du service public des Finances.

Est-ce donc leur donner satisfaction que de diminuer encore le nombre d'agent(e)s des Finances Publiques du département ?

Comment justifier dès lors cette énième saignée sinon par des postures dogmatiques ?

Tous les indicateurs relatifs à la souffrance au travail des agent(e)s de ce département témoignent pourtant d'une aggravation sans précédent de ce mal-être : cette situation résulte incontestablement et prioritairement des restrictions d'effectifs dans les postes et services.

L'intersyndicale des Finances Publiques (Solidaires Finances Publiques – FO – CGT) vous interpelle donc, Monsieur le Directeur Général, sur l'état du service public des Finances que nous sommes fier(e)s de servir au quotidien malgré des conditions de travail de plus en plus dégradées.